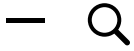




## LE Grand Continent



ANALYSES

DOCTRINES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉDITION EN LIBRAIRIE

À PROPOS

MON COMPTE

Français

Español

Entretiens • De  
l'Empire Trump :  
sources  
intellectuelles  
d'une révolution  
culturelle

« Le  
Groenl  
and est  
plus  
import  
ant  
pour  
les



# États- Unis que le Donba SS » : quelles seront les priorit és du Pentag one ?

De vifs débats  
agitent ces jours-  
ci les cercles  
stratégiques à  
Washington.

Ne faudrait-il pas  
carrément  
abandonner  
l'Ukraine ? Faut-il  
vraiment  
protéger Taïwan ?  
N'est-il pas plus  
utile de se  
concentrer  
uniquement sur  
« l'hémisphère  
occidental » ?

Dan Caldwell et Jennifer Kavanagh sont parmi les partisans les plus radicaux de cette révision doctrinale.

Pour comprendre quelle forme pourrait prendre la nouvelle posture des forces américaines, nous les avons rencontrés.

---

AUTEUR **Léonie Allard, Julian Blum**

---

DATE **18 septembre 2025**

---



*La politique étrangère est probablement l'un des sujets sur lesquels la coalition trumpiste est la plus hétérogène.*

*Trois courants s'y affrontent : les « primacists » – partisans d'un interventionnisme planétaire et héritiers des néoconservateurs –, les « prioritizers » – partisans d'une « priorisation » des ressources militaires vers l'Indopacifique – et enfin les*

*« restrainers » – partisans  
d'un retrait stratégique total  
vers « l'hémisphère  
occidental ».*

*Dan Caldwell et Jennifer  
Kavanagh sont de cette  
troisième faction, l'une des  
plus émergentes à  
Washington, et ont fait  
récemment parler d'eux en  
produisant une longue note  
visant à influencer la  
prochaine doctrine  
américaine de déploiement  
des forces dans le monde –  
intégralement traduite et  
commentée dans la revue.*

*Dans quelle mesure leur  
vision radicale préfigure-t-  
elle la stratégie de défense  
nationale que  
l'administration s'apprête à  
publier ?*

*Les informations qui ont  
fuité indiquent d'ores et déjà  
que l'accent sera mis sur la  
sécurité intérieure et  
« l'hémisphère occidental » <sup>①</sup>  
– au détriment de l'Europe et  
même de l'affrontement avec  
la Chine.*

*En tant qu'ancien conseiller*

*spécial de Pete Hegseth,  
évincé à la faveur de luttes  
internes au sein du  
Pentagone, Dan Caldwell  
cherche désormais à  
influencer l'administration  
de l'extérieur en misant sur  
sa proximité avec Elbridge  
Colby et J. D. Vance ②.*

*Au sein de son think tank  
Defense Priorities, Kavanagh  
mobilise quant à elle sa  
crédibilité de chercheuse  
pour imaginer les détails  
d'un grand retrait  
stratégique américain.*

*Si la stratégie nationale de  
défense risque d'être moins  
ambitieuse que leurs  
propositions, les visions des  
deux auteurs, alignées sur  
celles de la base du parti,  
représentent très  
probablement l'avenir de la  
pensée stratégique  
républicaine : un  
positionnement radical et  
révisionniste aussi bien sur  
l'Ukraine que sur  
l'Indopacifique – où  
l'abandon de Taïwan à la  
Chine est désormais une*

*option explicitement  
envisagée.*

**Dans un papier dans lequel vous tentez d'influencer la prochaine *Posture Review* américaine, vous dites clairement que la sécurité européenne devrait reposer sur un nouvel équilibre des puissances. En quoi distinguez-vous cette idée de celle des sphères d'influence qui voudrait, pour le dire simplement, que Taïwan revienne à la Chine et l'Ukraine — voire l'Europe — à la Russie ?**



DAN CALDWELL — Je sais que vous souhaitez parler de l'Europe, mais sur la question des sphères d'influence, je voudrais aborder ce qui me semble avoir été absent du débat sur la politique étrangère

americaine : a savoir ce qui est réellement nécessaire pour assurer en premier lieu la sécurité des Américains et préserver les conditions de notre prospérité économique.

**Suivant cette logique, la zone d'influence des États-Unis se « limiterait » à « l'hémisphère occidental » ?**

Compte tenu de la position géographique des États-Unis, de notre puissance économique actuelle et de ce qui est réellement requis pour garantir notre sécurité et les conditions de notre prospérité, cela conduit, en effet, à porter une attention croissante et continue à l'hémisphère occidental.

C'était d'ailleurs là que se concentrait l'essentiel de notre politique pendant la plus grande partie de notre histoire. Or depuis la fin de la Guerre froide, cet hémisphère a été relégué à

l'arrière-plan – derrière l'Europe, le Moyen-Orient, le Pacifique et même l'Afrique.

L'administration a, dès le début, clairement indiqué que l'hémisphère occidental allait redevenir une priorité. C'est pourquoi l'attention se concentre davantage, notamment d'un point de vue militaire, sur les commandements géographiques couvrant l'hémisphère occidental – le Northern Command et le Southern Command <sup>③</sup> – et que le Département d'État y consacre aussi davantage de ressources.

**JENNIFER KAVANAGH** — Le point de départ de ma vision de la grande stratégie et de notre positionnement international est que les États-Unis sont en réalité un pays très sûr.

On entend souvent dans la presse qu'il y aurait des menaces partout et que nous vivrions la période la plus dangereuse de notre

---

histoire : je ne partage  
absolument pas cet avis.

Les États-Unis sont protégés  
par deux océans et par des  
voisins faibles au nord  
comme au sud. L'argument  
souvent avancé est que les  
États-Unis devraient  
déployer une forte  
présence militaire à  
l'extérieur pour empêcher  
les menaces lointaines  
d'atteindre leur territoire.  
Mon argument est  
précisément le contraire :  
une telle présence crée plus  
de risques que de  
bénéfices, car elle entraîne  
les États-Unis dans des  
conflits et des crises qui ne  
touchent pas directement  
leurs intérêts.

**Est-ce à dire que vous  
considérez qu'il n'y  
aurait aucun intérêt  
américain en dehors de  
« l'hémisphère  
occidental » ?**

DAN CALDWELL — En ce qui  
concerne le monde dans

son ensemble, Jennifer et moi reconnaissons que les États-Unis ont des intérêts qui lui imposent une présence globale. Mais nous sommes dans un contexte où il est impossible d'agir partout et en même temps. C'est là que la logique des équilibres de puissance prend toute son importance – le meilleur moyen étant de maintenir des équilibres régionaux favorables.

**JENNIFER KAVANAGH** — Si la puissance militaire doit avoir un rôle, celui-ci doit rester très limité. Pour moi, les intérêts vitaux des États-Unis se résument à protéger le territoire national et à garantir leurs intérêts économiques, c'est-à-dire l'accès aux marchés clefs. Pour atteindre ces deux objectifs, les États-Unis doivent aussi maintenir des équilibres régionaux favorables afin d'assurer cet accès.

**Vous dites malgré tout vouloir « empêcher l'émergence d'un hégémon en Eurasie »<sup>4</sup>, qui est la justification de la présence américaine continue sur le continent depuis 1945. Comment cela s'articule-t-il avec la position de retenue stratégique que vous défendez ?**

Empêcher une telle émergence ne signifie pas que les États-Unis doivent être l'hégémon. Ils doivent être en mesure de contrebalancer tout concurrent potentiel dans l'un des grands théâtres. Or dans le monde actuel, le seul pays qui pourrait prétendre devenir un hégémon régional menaçant les intérêts américains est la Chine.

Mais même cela reste très hypothétique.

La Chine dispose certes de capacités militaires impressionnantes, mais atteindre l'hégémonie régionale en Asie serait extrêmement difficile. Il lui faudrait non seulement s'emparer de Taïwan, mais aussi exercer un contrôle effectif sur le Japon et les Philippines.

**Nous sommes dans un contexte où il est impossible d'agir partout et en même temps. C'est là que la logique des équilibres de puissance prend toute son importance**

|  
**DAN CALDWELL**

**Et la Russie ? Vous semblez parier sur le fait qu'elle n'est pas assez puissante alors qu'elle dépense 40 % de son PIB dans sa défense et qu'elle affiche des vellétés impérialistes qui au-**

delà de l'Ukraine,

**s'étendent à l'Europe.**

Certains avancent que la Russie pourrait prétendre à ce rôle, mais je ne pense pas qu'elle ait les moyens militaires ou économiques de placer toute l'Europe sous son influence.

Même avec les capacités actuelles, l'Europe serait capable de repousser une invasion russe. La Russie peut sans doute procéder à des gains territoriaux limités à ses frontières, mais elle n'ira pas « jusqu'à Berlin ».

**Dans votre rapport vous projetez de réduire l'empreinte militaire américaine en Europe de moitié sur les quatre prochaines années. Pourquoi ce calendrier et quelle flexibilité envisagez-vous ? N'y voyez-vous pas, justement, le risque d'affaiblir sérieusement**

## la dissuasion contre la

### Russie ?

DAN CALDWELL — S'agissant du calendrier, il faut rappeler que la guerre en Ukraine dure depuis plus de trois ans et demi, et que cela fait plus de vingt ans – si ce n'est davantage – que les États-Unis insistent sur la nécessité pour l'Europe d'investir davantage dans la défense et de renforcer ses capacités.

Je pense que nous avons, aux États-Unis, commis une erreur majeure sous l'administration Biden en déployant des dizaines de milliers de soldats supplémentaires en Europe après l'invasion de l'Ukraine ⑤ : ce geste a envoyé le signal que nous assurerions toujours le parapluie sécuritaire et découragé les Européens d'assumer davantage de responsabilités. Ce n'est véritablement que depuis six ou sept mois, sous l'effet de la crainte de ce que

de la crainte de ce que  
pourrait faire Donald

Trump, que l'on observe en  
Europe des évolutions qui  
auraient dû commencer au  
moins trois ans plus tôt.

**JENNIFER KAVANAGH —**

Maintenir trop de forces  
positionnées devient en soi  
un risque, comme on le voit  
en Ukraine ou au Moyen-  
Orient, où les États-Unis ont  
plus de 40 000 soldats.  
Tout événement dans la  
région entraîne  
automatiquement une  
implication américaine,  
comme cet été avec l'Iran.  
À mes yeux, ces  
déploiements avancés sont  
un handicap. D'où ma  
préférence pour une forme  
de repli général.

Je ne prône donc pas un  
« pivot vers l'Asie » mais  
pour ainsi dire un « pivot  
vers l'intérieur ».

**C'est assez radical — et  
très différent, sur ce  
point, du discours de  
l'administration. À quel**

**point pensez-vous que**

**cette vision des choses  
influencera  
effectivement la  
stratégie du  
Pentagone ?**

J'imagine que la Revue aboutira à une approche moins ambitieuse que la nôtre, mais l'administration conserve un esprit de « priorisation », avec toujours l'idée d'un pivot vers l'Asie et d'un renforcement de la posture militaire dans cette région. Si je diverge sur ce point, sur la tendance générale – notamment au Moyen-Orient – je m'attends à une ligne au moins partiellement alignée avec celle que Dan et moi défendons.

**Dan Caldwell, vous  
étiez encore récemment  
dans l'administration,  
en tant que conseiller  
spécial du secrétaire de  
la Défense, Pete**

**Hegseth : quel est  
aujourd'hui le rapport  
de force entre les  
différentes factions —  
interventionnistes  
contre partisans du  
retranchement — sur  
l'avenir de la posture  
américaine ?**

DAN CALDWELL — Comme  
vous l'avez noté, je ne suis  
plus dans l'administration  
et je n'ai donc plus la même  
visibilité directe  
qu'auparavant <sup>6</sup>.

Je dirais qu'au niveau civil,  
il existe un large consensus  
sur la nécessité de  
réorienter la priorité  
donnée aux ressources de  
sécurité nationale.

Il y aura bien sûr des  
résistances – et il y en a  
déjà de la part de certaines  
factions de l'appareil de  
sécurité nationale attachées  
au *statu quo* – mais il faut  
bien comprendre que  
l'accent mis sur  
l'hémisphère occidental  
aura un impact presque  
plus fort sur la posture des

forces en Europe que le  
pivot asiatique.

**Je ne prône pas un « pivot  
vers l'Asie » mais pour ainsi  
dire un « pivot vers  
l'intérieur ».**

|  
**JENNIFER KAVANAGH**

### **Que voulez-vous dire ?**

Nombre d'unités  
actuellement stationnées  
en Europe sont également  
sollicitées pour des  
missions en Amérique du  
Sud : nous déployons  
actuellement des unités  
d'infanterie et des unités  
Stryker sur la frontière avec  
le Mexique. Or pendant ce  
temps, nous avons une  
brigade de combat  
d'infanterie en rotation en  
Roumanie, et une unité  
Stryker en permanence  
avancée en Allemagne, le 2<sup>e</sup>  
régiment de cavalerie. Cela  
crée des pressions qui  
imposent des arbitrages

entre théâtres.

Beaucoup ne mesurent pas vraiment cet aspect : certes, l'attention se porte sur le Pacifique. Mais ce que j'ai constaté durant mon passage à l'administration, ce sont les demandes croissantes de missions dans tous les services. On observe une intensification des déploiements navals dans les Caraïbes et l'Atlantique, davantage d'unités de l'armée envoyées à la frontière, et des missions d'entraînement accrues dans des pays comme le Panama. Pour répondre à cette demande, il faut bien puiser quelque part.

**JENNIFER KAVANAGH** — La dimension navale est clef. Les États-Unis ont accru leurs déploiements en mer vers l'Amérique centrale – notamment en direction du Venezuela – avec plusieurs destroyers engagés <sup>(7)</sup>. Or cinq destroyers sont déjà basés à Rota. Un sixième pourrait arriver. Cela fait

pourrait arriver. Cela fait beaucoup de moyens navals immobilisés en Europe.

Si les États-Unis commencent à envoyer régulièrement trois ou quatre destroyers supplémentaires vers l'Amérique centrale et du Sud, il deviendra difficile de maintenir une réserve navale suffisante pour répondre à une éventuelle crise en Asie...

**La détection récente d'une opération d'influence américaine au Groenland a secoué le Danemark et l'Europe. La volonté d'annexer ce territoire fait désormais partie de la politique officielle de Donald Trump. N'est-ce pas contradictoire avec la retenue stratégique que vous prônez ?**

DAN CALDWELL — Tout d'abord, je n'ai aucune information indiquant que

les activités décrites dans la presse aient été officiellement approuvées par le gouvernement américain <sup>8</sup>. Je resterais donc prudent. Ensuite, du point de vue de la retenue stratégique, l'important est de rappeler qu'au cours de l'histoire américaine, plusieurs dirigeants ont considéré le Groenland comme stratégique pour les États-Unis et qu'il y a eu à plusieurs reprises des discussions sur son acquisition – ou à tout le moins sur un renforcement de la présence américaine dans l'île.

Je serais encore plus explicite : le Groenland est plus important pour les États-Unis que le Donbass. Cela ne veut pas dire que je plaide pour une invasion ou une annexion. Mais, comme nous l'avons écrit, il existe un argument très fort pour accroître les entraînements, les déploiements et l'attention portée au Groenland en

raison de sa proximité avec les États-Unis, de sa position sur certaines routes maritimes et de ses ressources. C'est une zone qu'il ne faut surtout pas laisser à un adversaire, sous aucun prétexte.

**JENNIFER KAVANAGH** — Je ne pense pas pour ma part qu'une invasion ou une prise de contrôle militaire du Groenland soit compatible avec une approche de retenue stratégique...

Notre boussole est la question suivante : qu'est-ce qui est nécessaire pour servir les intérêts américains ?

Pas forcément le contrôle territorial du Groenland mais pouvoir y opérer militairement si besoin, garantir la sécurité des voies maritimes et mener des activités de lutte anti-sous-marine. Certains points de passage y sont essentiels pour repérer les sous-marins russes – ou

d'autres – avant qu'ils n'atteignent l'océan Atlantique. Il est utile d'y avoir des bases et il y a aussi des ressources naturelles – ce qui relève plus de l'économie que du militaire. Mais renforcer l'empreinte américaine par l'investissement économique et, éventuellement, la réouverture ou la reconstruction de sites militaires utilisés par le passé, voilà des mesures qui peuvent servir les intérêts américains. C'est bien plus efficace – et moins coûteux – que de prendre le contrôle d'un pays et d'assumer ensuite sa gouvernance, comme l'histoire des interventions américaines l'a largement montré...

**Mais vous semblez complètement faire fi d'une chose essentielle : le Groenland. c'est le**

**Danemark — un pays  
allié, membre de  
l'OTAN !**

Je suis d'accord : même si je plaide pour un désengagement militaire des États-Unis en Europe, je ne vois aucun intérêt à introduire de la rivalité dans les relations américano-européennes. Ce partenariat doit continuer, mais il ne devrait plus reposer principalement sur la sécurité et la défense. À long terme, je souhaiterais qu'il se fonde sur l'économie et la technologie – l'espace, le cyber et l'intelligence artificielle.

**Le Groenland est plus important pour les États-Unis que le Donbass. Cela ne veut pas dire que je plaide pour une invasion ou une annexion.**

**Dans la continuité de ce que vous venez de dire : la retenue stratégique ne devrait-elle pas être cohérente avec le renforcement de l'autonomie stratégique européenne ? L'administration Trump semble toutefois ne vouloir laisser aucune marge de manœuvre à l'industrie de défense européenne.**

DAN CALDWELL — Je renverrais simplement aux déclarations de mon ancien patron [*Pete Hegseth, ndlr*], en février, lors du groupe de contact sur l'Ukraine au sommet ministériel de l'OTAN. Il avait alors insisté à plusieurs reprises sur l'importance pour les Européens de revitaliser leur base industrielle de défense car les États-Unis ne pouvaient pas à la fois se fournir eux-mêmes et approvisionner leurs partenaires européens

uniquement avec leur propre base industrielle.

Nombre de munitions actuellement achetées aux États-Unis pourraient en réalité être produites par les Européens eux-mêmes. Mais ce ne sont pas les seules capacités dont l'Ukraine a besoin, ni celles que les Européens devraient renforcer. Par exemple, l'Europe dispose aujourd'hui d'une capacité de production bien supérieure à ce qu'elle exploite pour fabriquer des obus d'artillerie ou des véhicules blindés, dont l'Ukraine aurait besoin dans une stratégie plus défensive.

**JENNIFER KAVANAGH —**

J'aimerais préciser que du point de vue des partisans de la retenue stratégique, l'autonomie stratégique européenne est une bonne chose ! Les critiques viennent surtout de ceux qui apprécient la

domination americaine sur

l'Europe...

**À nouveau :  
l'administration  
américaine a été très  
contradictoire sur ce  
sujet... Prenons le  
dernier exemple en  
date : l'accord  
commercial du 21 août.  
En échange de  
« l'abaissement » des  
droits de douane,  
« l'Union prévoit  
d'accroître  
considérablement  
l'acquisition  
d'équipements  
militaires et de défense  
auprès des États-Unis,  
avec le soutien et la  
facilitation du  
gouvernement  
américain. »**

Je reconnais que les  
messages de  
l'administration sur la base  
industrielle européenne et  
l'autonomie stratégique ont  
été un peu confus.

Min. Défense - 10/08/2015

Mais Dan a raison : Pete  
Hegseth avait été très clair à

Bruxelles en affirmant que  
l'Europe devait disposer de  
sa propre base industrielle  
de défense. Et j'ai trouvé  
cela positif : l'Europe ne  
peut pas acheter  
majoritairement de  
l'équipement américain et  
prétendre avoir une  
défense indépendante. Cela  
n'a pas de sens. Ce qui  
entretient l'effort militaire,  
ce qui maintient un haut  
niveau de dépenses et ce  
qui assure la primauté de  
l'armée dans le débat à  
Washington, c'est le  
complexe militaro-  
industriel. Le fait qu'il  
génère de l'argent et des  
emplois alimente un  
soutien politique.

L'Europe doit avoir son  
propre complexe militaro-  
industriel si elle veut  
réussir son réarmement –  
car les responsables  
politiques doivent pouvoir  
présenter des résultats  
tangibles à leurs opinions  
publiques.

## **Pourquoi l'administration a-t-elle alors changé de position ?**

Il y a eu un recul. En avril, le message de Marco Rubio était le suivant : « Nous sommes là pour vous, nous voulons rester dans l'OTAN, mais à condition que vous dépensiez plus et que vous achetiez du matériel américain. » ⑨

La pression pour acheter américain a donc repris, pour au moins deux raisons.

D'abord, ceux qui ne sont pas partisans de la retenue stratégique craignaient surtout de perdre de l'influence. Ils estiment que la présence militaire sur le terrain garantit une influence politique américaine et ils tiennent à la conserver.

Ensuite, les industriels de l'armement américains ont vivement réagi quand

l'Europe a commencé à

évoquer l'idée de ne plus acheter américain. Or leur poids à Washington reste énorme.

**Que les États-Unis s'impliquent dans la guerre ou qu'ils restent à l'écart, l'accès aux usines de semi-conducteurs de Taïwan serait de toute façon perdu en cas d'attaque chinoise.**

JENNIFER KAVANAGH

Résultat : on a abouti à une sorte de compromis où les États-Unis restent présents mais où l'Europe est poussée à dépenser 5 % de son PIB pour la défense et à acheter du matériel américain. Pour moi, ce n'est pas une position viable à long terme pour l'alliance transatlantique. Ce n'est ni dans l'intérêt des États-Unis, ni dans celui de

l'Europe.

**Poussons un peu plus  
loin votre  
raisonnement : vous  
fixez un horizon de  
quatre ans pour que  
l'Europe puisse bâtir  
cette base industrielle.  
N'est-ce pas irréaliste  
dans ce contexte ?**

DAN CALDWELL — L'Europe a  
besoin de temps pour  
développer certaines  
capacités comme les  
satellites, le renseignement,  
la surveillance, la  
reconnaissance (ISR), la  
défense aérienne... qui  
prendront plus de quatre  
ans à reconstruire. Cela  
doit être dit clairement.

Mais ce n'est pas aux  
responsables américains de  
caler leur calendrier de  
désengagement sur celui de  
l'Europe.

La retenue stratégique et  
notre retrait doivent suivre  
leur propre rythme : si  
l'Europe respecte ses

échéances, elle ne sera pas abandonnée à son sort.

Si elle prend du retard, les États-Unis ne ralentiront pas leur repli pour compenser sa lenteur.

Prolonger cette attente trop longtemps ouvrira la voie à des tentatives de bloquer ou de ralentir le transfert de charges que nous préconisons – *via* des pressions politiques ou du *lobbying* aux États-Unis comme dans les capitales européennes – afin de maintenir le *statu quo*.

Très honnêtement, notre crainte est que quatre ans soient déjà un délai trop long.

**Venons-en à l'Asie. On pourrait s'étonner de lire sous votre plume que la Chine serait le principal rival des États-Unis tout en expliquant que les soldats américains devraient se replier « le**

**long de la deuxième  
chaîne d'îles en Asie ».**

**Comment conciliez-  
vous ces deux propos  
apparemment  
contradictaires ?**

On peut dire de la posture  
militaire américaine globale  
que, dans plusieurs  
régions, elle est davantage  
un handicap qu'un atout en  
cas de conflit.

C'est particulièrement vrai  
au Moyen-Orient et en Asie.

Jennifer et moi écrivions  
dans les pages du  
*Washington Post* en juin que  
notre présence au Moyen-  
Orient augmentait en  
réalité les risques en cas de  
guerre <sup>(10)</sup>, car nos bases  
peuvent être facilement  
frappées par des missiles  
iraniens, des drones ou des  
proxys. Dans bien des cas,  
cela revient à avoir des  
dizaines de milliers de  
soldats stationnés dans des  
positions peu défendues –  
comme en Syrie et en Irak  
– ou toujours vulnérables.

# Stratégie américaine des «chaînes d'îles» en Asie-Pacifique

© OpenStreetMap contributors

- Bases américaines ou accords d'accès
- Première chaîne
- Deuxième chaîne

Carte: Le Grand Continent • Source: U.S. Studies Centre

## Mais en quoi est-ce lié à la défense de Taïwan ?

Il existe selon cette même  
logique de nombreux  
arguments en faveur d'un  
renli des forces américaines

repli des forces américaines  
de la première chaîne d'îles  
à la deuxième <sup>(11)</sup>.

### **Mais cela ne serait-il pas interprété par la Chine comme un signe de faiblesse ?**

Cela tient certes au signal  
envoyé à la Chine et aux  
alliés, mais surtout à la  
question de la survie de ces  
forces en cas de conflit :  
elles sont beaucoup plus  
vulnérables à proximité du  
continent chinois et plus  
sûres à distance, hors de  
portée de nombreux  
systèmes chinois. C'est  
aussi pourquoi nous  
préconisons de renforcer  
surtout le déploiement de  
sous-marins – les moyens  
les plus résistants – et  
d'autres atouts navals plus  
mobiles.

**Si l'Europe respecte ses  
échéances, elle ne sera pas  
abandonnée à son sort. Si  
elle prend du retard, les**

# États-Unis ne ralentiront pas leur repli pour compenser sa lenteur.

DAN CALDWELL

Concernant la Corée du Sud – le pays où nous plaidons pour le plus grand désengagement américain en Asie – il n’est même pas certain que les Sud-Coréens autorisent le stationnement de troupes et l’utilisation des quatre escadrons de chasseurs présents aujourd’hui dans un scénario de guerre. Dans un conflit contre la Chine – hypothèse que nous espérons éviter – ces forces seraient au mieux paralysées et deviendraient, au pire, des cibles faciles. Cela illustre bien notre point essentiel : une grande partie de notre posture militaire dans le monde n’améliore pas réellement notre efficacité opérationnelle !

**À vous entendre, on a surtout l'impression que l'Indopacifique est en fait la vraie pomme de discorde entre les *restrainers* et les *prioritizers*...**

JENNIFER KAVANAGH — Il y a bien une différence entre les partisans du retrait stratégique et ceux de la priorisation : elle tient à la manière dont nous pensons la réaction des adversaires face aux déploiements militaires avancés américains.

Les *prioritizers* et *primacists* estiment qu'une forte présence américaine dans le monde constitue le meilleur moyen de dissuasion. On l'entend sans cesse dans les discours de Hegseth : davantage de puissance militaire en Asie, davantage de forces sur la première chaîne d'îles.

Les *restrainers*, au contraire, considèrent que

ces déploiements massifs entraînent deux risques : soit ils provoquent une réaction adverse et alimentent une course aux armements qui mène à l'escalade ; soit les adversaires renforcent leurs capacités pour neutraliser les avantages que nous retirons de cette présence, sans escalade ouverte.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je plaide pour un retrait de la première chaîne d'îles : selon moi, ces forces n'augmentent pas la dissuasion, elles accroissent au contraire les risques d'escalade et de mauvaise appréciation.

L'autre point, soulevé par Dan, est tout aussi essentiel : ces forces avancées ne seraient de toute façon pas très utiles.

## **Pourquoi ?**

On part souvent de l'idée qu'en cas de conflit les États-Unis enverraient rapidement des renforts

rapidement des renforts.

Mais ce n'est pas forcément

la meilleure stratégie. La Chine dispose de nombreux missiles capables de couler des navires, de détruire des avions et des pistes d'atterrissage. Autrement dit : même pour défendre Taïwan <sup>(12)</sup>, cette stratégie n'est pas forcément la plus efficace.

**De toute manière vous semblez dire que Taïwan ne serait en soi pas un enjeu stratégique si important.**

Si l'on prend du recul, l'idée que Taïwan serait la clef de voûte de la puissance américaine mondiale – ou même de la puissance américaine en Asie – ne s'appuie sur rien de concret.

Les bénéfices militaires que la Chine tirerait d'une prise de contrôle de Taïwan seraient limités. Cela ne lui

seraient immes. Cela ne lui permettrait pas d'accéder à l'hégémonie régionale, ni de faciliter une éventuelle offensive contre le Japon.

Certains avancent que la Chine pourrait y baser ses sous-marins du côté est de l'île, mais ce ne serait pas un bouleversement stratégique : la supériorité sous-marine américaine demeurerait.

**Taiwan est le plus grand producteur mondial de semi-conducteurs, en particulier les plus avancés, dont Washington est dépendant : il est assez clair que si un conflit éclatait dans le détroit, c'est l'ensemble de la feuille de route américaine en matière d'IA — une priorité de Donald Trump — qui s'en trouverait fragilisée. Cela n'en fait-il pas déjà un nœud stratégique**

...

## **d'importance suffisante ?**

Vous avez raison de le souligner : on avance souvent que si la Chine s'emparait de Taïwan, elle aurait accès à de la propriété intellectuelle stratégique, ou que les États-Unis seraient privés de semi-conducteurs.

Or premièrement, l'essentiel de la propriété intellectuelle n'est pas à Taïwan même si seule celle-ci .

Deuxièmement, croire que les infrastructures survivraient à une guerre avec la Chine relève de la fantaisie : elles seraient détruites dans tous les cas.

Que les États-Unis s'impliquent dans la guerre ou qu'ils restent à l'écart, l'accès aux usines de semi-conducteurs de Taïwan serait de toute façon perdu en cas d'attaque chinoise. Par ailleurs, Washington investit déjà dans ses propres capacités

nationales de  
production <sup>13</sup>.

Mon argument est donc  
que la valeur stratégique de  
Taïwan est bien moindre  
que les coûts immenses et  
catastrophiques d'une  
guerre contre la puissance  
nucléaire chinoise.

J'en conclus que les États-  
Unis ne devraient pas,  
aujourd'hui, défendre  
Taïwan. La position  
officielle n'a pas changé,  
c'est toujours l'ambiguïté  
stratégique : Washington ne  
s'engage pas à défendre  
Taïwan, mais ne dit pas non  
plus qu'il ne le fera pas. Il  
me semble logique de  
maintenir cette ligne.

**Pour le dire encore plus  
clairement : vous êtes  
donc prêts à vivre dans  
un monde où la Chine  
de Xi Jinping aurait pris  
le contrôle de Taïwan ?**

Quand je réfléchis à la  
posture dont les forces  
américaines ont besoin en

Asie, il faut penser en termes d'objectifs. Or le nôtre est assez clair :

assurer l'accès des États-Unis aux marchés clefs du Japon et de la Corée. Pour cela, il n'y a pas besoin de contrôler la mer de Chine méridionale – il suffit de garantir l'accès à la mer des Philippines <sup>(14)</sup>.

Avoir des troupes postées le long de la deuxième chaîne d'îles est donc largement suffisant. C'est un espace immense, très difficile à contrôler pour la Chine. C'est la raison pour laquelle il me semble rationnel de se retirer de la première chaîne d'îles.

**Les États-Unis ne devraient pas, aujourd'hui, défendre  
Taiwan.**

|  
**JENNIFER KAVANAGH**

**Un repli américain vers  
la deuxième chaîne**

**aurait sans doute des  
conséquences  
mondiales — ne  
pensez-vous pas qu'il  
conduirait le Japon et  
la Corée à chercher à se  
doter de l'arme  
nucléaire ?**

La prolifération nucléaire  
« amicale » est indésirable —  
mais c'est un prix que  
j'accepterais de payer si  
cela permettait de réduire  
la charge des garanties de  
sécurité américaines.

Nous n'avons pas vraiment  
de preuves qu'une  
prolifération limitée  
conduirait à une  
catastrophe mondiale <sup>(15)</sup>. La  
Corée du Nord, Israël,  
l'Inde et le Pakistan ont  
acquis l'arme nucléaire.  
Cela a certes été  
déstabilisant, mais c'est  
resté globalement gérable.  
Si la prolifération devait  
s'étendre, il faudrait sans  
doute revisiter le Traité de  
non-prolifération sur les  
armes nucléaires, repenser  
la maîtrise des armements  
et la stabilité stratégique.

Mais je préfère cela au

maintien par les États-Unis  
d'une garantie nucléaire  
envers de multiples pays à  
travers le monde, que je  
juge peu crédible.

**Et en Europe, vous ne  
seriez pas inquiète  
d'une prolifération  
nucléaire ?**

Je pense la même chose  
pour une prolifération  
limitée en Europe.

**DAN CALDWELL —**

J'ajouterais simplement, à  
titre de précision, que nous  
n'avons pas abordé la  
question nucléaire dans  
notre note, car c'est un  
sujet beaucoup plus vaste.  
Mais je sais que c'est une  
inquiétude souvent  
exprimée par mes  
interlocuteurs européens...

**Selon vous, il est  
impossible qu'une  
puissance adverse**

**prenne le contrôle  
hégémonique de  
l'Eurasie — c'est le**

**présupposé sur lequel  
vous basez votre  
démonstration sur la  
nécessité d'un retrait  
des États-Unis. Mais  
que faire lorsque des  
adversaires se  
rapprochent de  
manière significative  
pour étendre leur  
emprise — on pense à  
la Chine, la Russie, la  
Corée du Nord, l'Iran et  
d'autres réunis à  
Tianjin ?**

Si ces pays se rapprochent,  
c'est le résultat de nos  
politiques ratées depuis  
trois décennies ou plus. Ces  
États devraient avoir  
naturellement des tensions  
entre eux du fait de leurs  
différends historiques.

Nos choix stratégiques les  
ont rapprochés, c'est un  
fait. Mais cela n'a pas créé  
pour autant un « axe de  
l'autocratie ». Il n'existe pas  
« d'OTAN du mal ».

On l'a bien vu récemment pendant la guerre des douze jours : ni la Russie ni la Chine ne se sont précipitées au secours de l'Iran. Peut-être que si le conflit s'était prolongé, cela aurait changé, mais on a même vu apparaître dans les médias iraniens des critiques sur une relation jugée trop déséquilibrée avec Moscou. Et dans le cas de la guerre en Ukraine, rien n'indique que la Chine ait significativement renforcé les capacités létales de la Russie <sup>(16)</sup>.

**JENNIFER KAVANAGH** — Ces pays coopèrent quand cela sert leurs intérêts mutuels, mais aucun n'est prêt à assumer les charges de l'autre.

C'est ce qui les distingue d'ailleurs de la structure d'alliance américaine : les États-Unis ont historiquement accepté de porter une partie du fardeau de leurs alliés – parfois même reléguant les

leurs au second plan.

La prolifération nucléaire  
« amicale » est indésirable —  
mais c'est un prix que  
j'accepterais de payer si cela  
permettait de réduire la  
charge des garanties de  
sécurité américaines.

|  
JENNIFER KAVANAGH

Sur Taïwan, on entend  
parfois dire que la Russie  
pourrait envoyer des forces  
pour aider la Chine. Mais  
pour la plupart des experts,  
c'est une idée risible.

Une autre hypothèse est  
souvent évoquée, celle de  
la coordination : si la Chine  
attaquait Taïwan, la Corée  
du Nord en profiterait pour  
attaquer la Corée du Sud et  
la Russie envahirait la  
Moldavie. Ces pays  
n'agiraient pas  
militairement en réaction à  
un autre théâtre : ils le  
font uniquement parce

relaient uniquement parce qu'ils jugeraient le moment opportun et pour défendre

leurs intérêts. Leur coopération mérite évidemment d'être suivie – mais elle ne justifie pas une stratégie globale interventionniste.

Au contraire, elle devrait pousser les États-Unis à chercher à développer leurs relations avec chacun de ces quatre pays : rétablir davantage de canaux de communication et de liens avec la Russie, réduire les tensions avec la Chine, rouvrir le dialogue avec la Corée du Nord – et plutôt que d'ajouter toujours plus de sanctions contre l'Iran – revenir à la diplomatie.

---

## SOURCES

- ① Ken Moriyasu, « Pentagon's National Defense Strategy draws from Vance speeches », *Nikkei Asia*, 28 août 2025.↑
- ② Eli Lake, « Three Top Penta-

gon Aides Were Suspended.  
What's the Real Story ? », *The Free Press*, 18 avril 2025.†

- ③ Le Commandement du Nord des États-Unis (USNORTHCOM) est chargé de défendre les États-Unis et l'Alaska, et de coordonner les défenses du Canada, du Mexique et des Bahamas. Le Commandement Sud des États-Unis (SOUTHCOM) est responsable de la coopération et des opérations de sécurité en Amérique centrale, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes.†
- ④ « Pour maintenir des équilibres de puissance favorables (...), les États-Unis doivent empêcher l'émergence d'un hégémon régional rival en Eurasie, c'est-à-dire un État capable d'accumuler une prépondérance de puissance en Asie, en Europe ou au Moyen-Orient et d'utiliser cette puissance pour défier ou restreindre les intérêts américains. » Voir le texte complet traduit et commenté ici.†
- ⑤ Les États-Unis ont bien déployé 20 000 soldats supplémentaires dans les États européens limitrophes de la Russie, de l'Ukraine et

du Bélarus à la suite de l'invasion du 24 février 2022. Ce nombre n'indique toutefois pas nécessairement des

troupes stationnées de manière permanente.†

- ⑥ Kelley Beaucar Vlahos, « Caldwell, 2 others sacked at DoD fight back in fiery joint statement », *Responsible Statecraft*, 19 avril 2025.†
- ⑦ Le 2 septembre, les États-Unis ont frappé un navire dans le sud des Caraïbes dans la zone d'opération de SOUTHCOM.†
- ⑧ Suspectant sérieusement l'existence de soutiens officiels américains à des groupes sécessionnistes au Groenland, le Danemark a officiellement convoqué le chargé d'affaires de Washington à Copenhague le 27 août.†
- ⑨ « For one thing, the United States is the only country in the world with the companies fully capable of adequately supplying Europe's defense needs. Accordingly, NATO allies must allow American firms to compete for defense contracts. » *in* Marco Rubio, « Trump defense deal with NATO is a big, beautiful win for America », *USA Today*, 7 septembre 2025.†

⑩ Dan Caldwell et Jennifer Kavanagh, « The Iran strike shows we don't need bases in the Middle East », *The*

*Washington Post*, 28 juin 2025.↑

⑪ La première chaîne d'îles s'étend de l'archipel japonais au nord, jusqu'à l'île Indonésienne de la Sonde, en passant par les îles Ryukyu et Taiwan, l'archipel des Philippines et vers le sud. La deuxième chaîne d'îles s'étend *via* Guam et Palau jusqu'à la Papouasie. La troisième s'étend des îles Aléoutiennes, près de l'Alaska, en passant par les îles Hawaï et les Tonga, jusqu'à la Nouvelle-Zélande.↑

⑫ Jennifer Kavanagh, « How Trump can prevent a war over Taiwan », *The New York Times*, 15 septembre 2025.↑

⑬ En 2020 les États-Unis produisaient 12 % des semi-conducteurs au niveau mondial. Comme le relève le spécialiste Andrew Ng dans nos pages, Washington est encore largement dépendant de TSMC pour sa stratégie nationale.↑

⑭ Entre la première et la deuxième chaîne d'îles.↑

⑮ Les analyses probabilistes sur

le risque d'une guerre nucléaire prennent pourtant bien en compte cette donnée centrale : plus le nombre

d'acteurs nucléaires augmentent, plus la probabilité d'une utilisation augmente. Voir par exemple :

Martin E. Hellman, « Probabilistic Risk Assessment » *in* James Scouras, Andrew Bennett, Jane M. Booker et al. (dir.), *On Assessing the Risk of Nuclear War*, Laurel, Maryland, Johns Hopkins University Applied Physics Laboratory, 2022.<sup>†</sup>

- ①⑥ Depuis au moins 2023, le soutien de Pékin à l'effort de guerre russe en Ukraine, y compris par des composantes critiques pour son armement. Voir par exemple : *Michael R. Gordon, Warren P. Strobel et Alan Cullison*, « China Has Helped Russia Boost Arms Production, U.S. Says », *The Wall Street Journal*, 12 avril 2024 ; ou « China has become the most important enabler of Russia's war machine », *The Economist*, 19 juin 2025.<sup>†</sup>
-

## POUR APPROFONDIR

---

Archive...

Après l'Ukraine, des experts américains appellent Trump à ne pas défendre directement Taïwan. Texte intégral de la proposition de Caldwell et Kavanaugh



Abandon

Archive...

Peter Thiel : pensée de l'Antéchrist



« Que tout le monde en entende parler — mais que personne ne puisse entrer dans la pièce. »

Pour déconstruire le nouveau dispositif de Peter Thiel, il faut le

Archive...

La doctrine Katz : le FMI contre la Chine



Contre la Chine, les États-Unis de Donald Trump ont besoin d'arsenaliser le FMI.

Cette année, les Réunions d'automne à Washington sont

Archive...

Que cache le plan de Tony Blair pour Gaza? Texte intégral



Le désastre humanitaire de Gaza devient le laboratoire d'une nouvelle gouvernance techno-impériale.





À SUIVRE

---

Archives et discours • De l'Emp

# L'IA est-elle une nouvelle religion ?

## Sam Altman chez Tucker Carlson



La puissance de l'IA est un problème pour le projet contre-révolutionnaire trumpiste.

Alors qu'une partie de sa coalition considère qu'elle est un instrument du Diable, Trump s'appuie sur un groupe d'entrepreneurs



## LE GRAND CONTINENT

---

À propos

Accueil

Offre

## RÉGIONS

---

Afriques

Subsahariennes

Amériques

Asie

Intermédiaire

Asie

Orientale

Asie

septentrionale

Bulles

Centres

Europe

Indo-

Pacifique

Méditerranée

Monde

Nordiques

## THÈMES

---

Anthropologie

Arts

Démographie

Doctrines de la

Chine de Xi

Jinping

Données qui

changent la

donne

Droit

Économie

Élections

Énergie et

environnement

Genre

Guerre

Histoire

In Memoriam

Livres

Numérique

Politique

Religion

Santé publique

Science

Sécurité

Sport

Suds

Urbanisme

## FORMATS

---

Pièces de  
doctrines

Brèves

Perspectives  
sur l'actualité

Études

Entretiens

Archives et  
discours

Comptes-  
rendus

Histoire en  
images



Publié par Groupe  
d'Études

Informations  
Légales

Contact Le  
Grand

---

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok